

Entretien radiodiffusé de Pierre Moscovici sur les résultats du Conseil européen de Luxembourg (14 décembre 1997)

Légende: Le 14 décembre 1997, dans un entretien accordé à la RFI (Radio France internationale), Pierre Moscovici, ministre français délégué chargé des Affaires européennes, commente les résultats du Conseil européen de Luxembourg sur le processus d'élargissement de l'Union européenne.

Source: Entretien du ministre délégué chargé des Affaires européennes, M. Pierre Moscovici, avec "RFI", 14 décembre 1997. [EN LIGNE]. [Paris]: Ministère des Affaires étrangères de la République française, [15.04.2005]. Disponible sur <http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/epic/www/doc/DDW?M=1&K=962920450&W=DATE+%3D+%2714.12.1997%27+AND+TEXTE+PH+IS+%27moscovici%27+ORDER+BY+DATE/Descend>.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/entretien_radiodiffuse_de_pierre_moscovici_sur_les_resultats_du_conseil_europeen_de_luxembourg_14_decembre_1997-fr-2b8b542c-4f3d-4621-bcc3-a81a18d832ed.html

Date de dernière mise à jour: 05/09/2012

Entretien du ministre délégué chargé des Affaires européennes, M. Pierre Moscovici, avec RFI (14 décembre 1997)

Q - Le Sommet de Luxembourg auquel vous venez de participer a décidé d'élargir l'Union européenne dans les années qui viennent à onze nouveaux pays, ce qui portera le total à vingt-six. En même temps il a décidé, pour le moment en tout cas, d'exclure la Turquie. Vous aviez prévu pour elle un processus particulier, qui consistait, pour commencer, à l'inviter à une conférence européenne. Manifestement, on est très fâché, à Ankara. Le Premier ministre, Meszu Tilmaz, a dit cet après-midi que cette invitation ne l'intéressait pas et qu'il n'y aurait plus de dialogue politique entre la Turquie et l'Europe : cela pose un gros problème, non ?

R - Oui, en effet. Je sais que la Turquie est déçue et je peux le comprendre. Le président de la République, hier, en commentant les résultats du sommet, a expliqué qu'il aurait aimé qu'on soit un tout petit peu plus allant. Et en même temps, constatons quand même qu'on a créé la Conférence européenne, qui était une proposition française, que la Turquie y est invitée, et cette invitation demeure. Donc, je crois qu'il ne faut pas réagir trop à chaud, qu'on a encore du temps pour reprendre le dialogue, que l'institution qui peut accueillir ce dialogue existe, c'est la Conférence ; c'est l'essentiel, mais il est vrai que la tonalité des Européens n'a peut-être pas été suffisamment positive par rapport à la Turquie.

Q - Mais sans la Turquie, à quoi elle sert cette Conférence européenne ?

R - Je ne veux pas penser que la Conférence européenne se fera sans la Turquie. Elle va se réunir le 30 mars ; jusque-là nous avons encore le temps de renouer les fils du dialogue. Mais je pense qu'il faut s'y employer.

Q - Cela dit, les Chypriotes turcs ne veulent pas participer à une négociation dans une délégation qui serait dirigée par les Chypriotes grecs. On parle là du problème de Chypre. Alors, comment est-ce que vous allez faire ? Là aussi, c'est difficile.

R - Le président de la République a clairement manifesté hier, et ça a fait partie d'ailleurs des conclusions du Sommet, que nous demandons que pour les négociations avec Chypre, la délégation représente bien les deux communautés, la communauté grecque et la communauté turque.

Q - Mais il faut qu'elle soit dirigée par quelqu'un tout de même ?

R - Elle sera bien sûr dirigée par un Chypriote grec, puisque c'est là, la légitimité. Mais il faut qu'il y ait les deux communautés. Et c'est quelque chose de très important, et cela a été marqué par les Quinze.

Q - Les Turcs ont tout de même réagi, même si c'est à chaud, très violemment, en disant qu'ils allaient continuer l'intégration de la partie Nord de Chypre, dont on sait qu'ils l'occupent en ce moment. Est-ce qu'il n'y a pas là un risque de vrai conflit ?

R - Il y a des risques. Et en même temps, aujourd'hui nous sommes face à une posture, à une réaction à chaud, une réaction très vive ; il faut la prendre comme telle, et ne rien faire qui puisse précipiter la crise. Et donc, nous ne ferons rien qui puisse précipiter la crise. Il faut, je le répète, renouer les fils du dialogue.

Je ne veux pas penser que tout soit consommé aujourd'hui, que la partie turque de l'île soit intégrée en Turquie, que les pourparlers d'intégration se passent mal avec Chypre, etc...

Ne faisons pas de scénario catastrophe. Essayons au contraire, derrière ce qui a été, sans doute, le point le plus insuffisant de Luxembourg, de recoller les morceaux. C'est ce que la France s'attachera à faire.

Q - Il y a tout de même eu un élargissement. Il faut le rappeler. Alors, cet élargissement, c'est aussi l'une des très grandes étapes de l'histoire européenne. Vous, vous avez senti le vent de l'histoire, à Luxembourg ?

R - Ah oui, sans aucun doute. C'est pour cela que - je comprends qu'on commence avec la Turquie, parce

que c'est l'événement, sans doute le plus négatif ; on a toujours une tendance à insister sur ce qui ne va pas - mais malgré tout, c'était un Conseil européen très réussi avec cette décision très importante d'ouvrir des négociations d'élargissement, non pas seulement avec cinq plus un (Chypre), mais avec tous. Et là, effectivement, il y a eu une attitude très allante. La France était plutôt sur cette ligne, les pays scandinaves aussi, la présidence luxembourgeoise a joué ce rôle. Je participais hier au déjeuner avec les ministres des Affaires étrangères des PECO : tous étaient satisfaits. Et ça, c'est très important. Ils ont le sentiment qu'il n'y a pas de ligne de fracture, que tout le monde est effectivement sur la même ligne de départ, et que tout le monde va, ensemble, vers la réunification de l'Europe.

Alors, c'est vrai, on utilise souvent l'adjectif " historique " à bon compte. Mais là, je crois que c'est vraiment historique. C'était la première réunion, hier, de la grande Europe, avec cette photo de famille.

Cela prendra du temps, on le sait. Les conditions ne seront pas faciles, on le sait aussi. Ces négociations doivent être des négociations tout à fait sérieuses, on le sait. Mais en même temps, c'est vrai, à l'échelle de l'Histoire, les quatre, cinq, sept ans, je ne sais que cela prendra, c'est assez peu de chose.

[...]

Q - J'ai envie de vous demander vers quelle Europe on s'achemine. Est-ce que les chefs d'Etat et de gouvernement que vous avez pu rencontrer des pays de l'Est ces derniers jours à Luxembourg ont le même projet politique que la France ou que l'Allemagne ? Ou est-ce qu'ils pensent à une toute autre Europe ?

R - Ils sont d'abord attirés par les mécanismes de marché. Ils sont ensuite attirés par les mécanismes démocratiques. Et ils veulent s'ancrer durablement dans tout cela. Ce qui m'a frappé beaucoup, hier, c'était leur solidarité entre eux. Il y avait un pays balte qui était admis, mais il a dit : il faut que les deux autres, la Lituanie et la Lettonie, entrent très vite. Les Bulgares et les Roumains ont joué ensemble. Bref, il y a aussi des sous-ensembles régionaux qui se précisent dans tout cela ; un sous-ensemble balte-nordique, un sous-ensemble Balkans, un sous-ensemble Europe centrale, et tout cela est assez rassurant.

Alors, évidemment, le projet politique reste à préciser. Mais les négociations d'élargissement servent à cela. Honnêtement, et le président de la République l'a implicitement confirmé hier, ce n'est pas pour l'an 2000, c'est plutôt vers 2003, vers 2004...

Q - C'est rassurant, ces ensembles, ou cela menace, au contraire, l'Europe d'éclatement ?

R - Non, je crois que c'est rassurant qu'entre eux, ils soient solidaires, qu'on ne joue pas en étant nationalement un Tchèque ou un Bulgare ou un Roumain ou un Hongrois, mais qu'on ait la sensation d'appartenir à la fois à une même collectivité et sans doute à des ensembles plus proches, d'être solidaire avec son voisin. C'est l'Europe.

Q - Mais les sous-ensembles pourraient prendre une sorte de priorité dans la politique de chacun des pays qui en font partie sur la politique à l'égard de l'ensemble des vingt-six ?

R - Ne soyons pas contradictoire. On ne peut pas à la fois souhaiter qu'il y ait une Europe à plusieurs vitesses et ne pas demander qu'elle s'organise aussi en fonction de ces réalités. Si on prend l'exemple des Etats baltes, il y a des coopérations qui vont se développer, mais aussi des coopérations qui vont se développer au Sud de l'Europe, des coopérations au centre de l'Europe, et tout cela est parfaitement articulable avec une grande Europe. Voilà un chantier qui est très intéressant. Comment faire en sorte de combiner d'une part des nations, d'autre part des régions qui combinent plusieurs nations, et enfin un ensemble plus vaste qui est l'Europe. C'est sans doute comme cela qu'elle fonctionnera dans les quinze ans.

[...]